

G.ATTAL AU 20H DE TF1

DUR AVEC LES PLUS PRÉCAIRES DOUX AVEC LES PLUS RICHES

La petite musique du déficit incontrôlé et de l'inéluctable austérité montait depuis plusieurs jours, sur un air de déjà vu. L'intervention de Gabriel Attal a confirmé ce singulier manque d'originalité.

Rigueur, austérité... Ces mots font sérieux.

Ce qui n'est pas sérieux, ce sont ces ministres qui viennent nous expliquer graphiques et chiffres à l'appui que l'heure est grave. Les mêmes qui ont fait voter un PLF 2024 (Projet de loi de finance) qui prévoyait un déficit en baisse il y a quelques mois et qui prétendaient l'année dernière anticiper la situation des caisses de retraites dans plusieurs dizaines d'années.

Agiter un épouvantail n'en fait pas une réalité. **La France n'est pas en faillite.** Elle est l'un des pays les plus riches de la planète. Les entreprises du CAC 40 ont dégagé **146,2 milliards de bénéfices** en 2023, **97 milliards de dividendes** ont été distribués à leurs actionnaires tandis que les énergéticiens ont généré **42 milliards** financés par le consommateur et le contribuable et sans rapport avec le coût de production.

Le gouvernement veut trouver 10 milliards en 2024 et 50 milliards d'ici 2027 ?

Nous avons trois grandes pistes à proposer :

•**Fin des cadeaux aux entreprises (110 milliards** en 2023) et notamment la suppression des exonérations de cotisations patronales. Ce dispositif tire les salaires vers le bas et a coûté **88 milliards** d'euros en 2023. Un chiffre qui dépassera les **90 milliards** en 2024.

•Une autre politique fiscale :

- taxer les superprofits (environ **20 milliards** de recette)
- taxer les dividendes (une taxe à 1% sur les dividendes rapporterait **1 milliard**)
- rétablissement de l'ISF (**1,5 mds** environ)
- La fin de la baisse des impôts de production (**14 mds** de manque à gagner depuis 2021)
- Rétablir une progressivité régulière de l'impôt sur le revenu en revoyant le barème et en intégrant l'ensemble des revenus et en revalorisant le taux supérieur.
- une réelle politique de lutte contre la fraude fiscale que nous estimons entre **80 et 100 milliards/an**

•La réduction du temps de travail pour travailler toutes et tous

De l'argent, il y'en a ! Pourtant ce gouvernement fait le choix de s'en prendre aux travailleurs et travailleuses privé-es d'emploi, à celles et ceux qui ont déjà le moins, qui plus est en les stigmatisant. Un an après la réforme des retraites imposée contre la volonté de la grande majorité de la population, Gabriel Attal va jusqu'à ouvrir la porte à un nouveau durcissement y compris pour les privé-es d'emploi les plus âgé-es.

L'Union syndicale Solidaires continuera à porter ses propositions pour un autre partage des richesses. Solidaires ne laissera pas le rouleau-compresseur libéral détruire tous nos acquis sociaux sans réagir. Elle met en garde le gouvernement contre toute tentative de passage en force.